

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 273 – Décembre 23

Histoire.

L'Ordre des Chevaliers du Travail aux Etats-Unis.

... la Chevalerie du Travail à Charleroi ...

Dossier

Descendez dans la rue ...

Tenter de comprendre le problème palestinien ...

Palestine, un retour impossible ...

...Israël est divisé entre deux projets ...

Actualité

Célébre-t-on en Ukraine, la mémoire du ...

Allemagne : défaite surprise ...

L'indéniable influence de l'extrême droite ...

Législatives en Espagne : ...

Lecture : « L'Etat voyou »



HISTOIRE

L'Ordre des Chevaliers du Travail aux Etats-Unis.

Le Maison du Peuple de Dampremy a été édifée par les ouvriers mineurs affiliés à l'Ordre des Chevaliers du Travail. Les articles que nous publierons dans les prochaines semaines concerneront ce syndicat qui se développera dans notre région.



Uriah Stephens a fondé les Chevaliers du Travail, le premier syndicat industriel national des États-Unis, à Philadelphie en décembre 1869

The «Noble Order of Knights of Labor» (Le Noble Ordre des Chevaliers du Travail) eut une influence considérable aux Etats-Unis pendant la période allant de 1870 à 1890. Cet Ordre appartient actuellement à la légende compte tenu des batailles qu'il a livrées, de ses filiations internationales et du mystère qui a entouré son fonctionnement.

A cette époque, les Etats-Unis connaissaient une marche rapide dans le développement économique et la concentration capitaliste en contraste avec le poids des vieilles traditions européennes importées avec le flot des immigrants. Ils étaient de ce fait un véritable creuset pour le nouveau monde industriel et les reliquats du passé. Et cela entraînait à la fois une grande vitalité dans l'action et une grande confusion idéologique.

Le développement du syndicalisme va aller de pair avec l'essor industriel mais ne trouvera ses bases solides qu'après la guerre civile de 1861-1865.

1866 voit notamment la naissance du Syndicat National du Travail, organisé par William H. Sylvis, dans un contexte de troubles sociaux, politiques et raciaux.

La naissance de la Chevalerie du Travail va être précédée d'une longue période de gestation.

C'est le 25 novembre 1869, qu'à Philadelphie Uriah S. Stephens (qui a une formation de pasteur baptiste) crée une société ouvrière secrète - un petit syndicat local d'ouvriers de l'habillement - devant le peu de résultats de l'action syndicale et devant la répression dont sont victimes les membres d'associations ouvrières luttant au grand jour.

Notons qu'au cours de cette même année 1869, le 6 septembre, se tient à Bâle le quatrième Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, ce qui laisse supposer que le monde ouvrier est alors en effervescence.

Les adhérents à l'ordre s'engagent par un serment solennel sur la Bible à garder le secret total sur les buts et les activités de l'association. Le secret rituel des sociétés maçonniques et des groupements mystiques va, à cette occasion, être transféré dans les domaines social et syndical. Ce secret pouvait à la fois frapper l'esprit des nouveaux venus et permettre d'échapper à la répression patronale et étatique. Et effectivement, le secret a permis ultérieurement de protéger les travailleurs menacés par les lock-out, les listes noires et la persécution légale.

L'ordre des Chevaliers du Travail permit ainsi, dès sa création, d'utiliser la puissance de l'effort organisé et de la solidarité face au patronat. Après quelques mois d'existence, l'Ordre ne compte que 28 membres. Trois ans plus tard, Stephens cède la maîtrise à Macauley à l'occasion de la création de la première assemblée locale du «Noble Order of Knights of Labor'. En 1874, on compte 52 assemblées locales à Philadelphie et 250 réparties dans tout le territoire des Etats-Unis.

L'accroissement devient considérable en 1878 et la grande maîtrise de l'ordre passe aux mains de T. W. Powderly - ouvrier mécanicien - lequel va supprimer le serment sur la Bible et révéler publiquement le nom et les buts poursuivis par l'ordre. Cette réforme va nettement favoriser le développement ultérieur de l'Ordre et sa popularité.

L'idéalisme de l'association, basé sur la solidarité, soutint les efforts accomplis pour faire adhérer les noirs - anciens esclaves - aux côtés des ouvriers blancs. La fondation de l'Ordre répondait ainsi à la nécessité de créer une organisation ouvrière ouverte à tous, tant aux professionnels privilégiés qu'aux ouvriers non qualifiés et aux parias.

A cette époque, les travailleurs qualifiés et les artisans étaient en effet repliés dans des groupements de métiers avec de fortes tendances corporatives et, à l'inverse, les ouvriers, refoulés de ce type de syndicats, voulaient s'unir aux travailleurs organisés, notamment pour pouvoir user du droit de grève.

L'idéal de coopération de l'association amenait celle-ci à vouloir grouper tous les membres producteurs de la société pour dominer tout le marché et organiser la production sur une base coopérative.

Par ailleurs, l'Ordre affichait une philosophie de fraternité et de solidarité universelle voisine de celle de l'église baptiste. Signalons enfin, sans entrer dans la description de ses structures, que l'Ordre était ouvert à tout travailleur, même non salarié, qualifié ou non, noir ou blanc, et même à des professions libérales à l'exception des commerçants de boissons alcooliques, des juristes, des banquiers et des joueurs professionnels !



Engels qui reconnaissait à l'Ordre une force sociale réelle, lui reprochait par contre sa confusion idéologique. En fait, les Chevaliers du Travail américains n'ont guère été appréciés par la gauche européenne et ils ont été pratiquement ignorés par les historiens de l'Internationale. Leurs aspirations idéalistes et chevaleresques, leur conception mystique de la solidarité ne cadraient guère avec les conditions objectives créées par le développement industriel et un capitalisme sauvage. Ce qui avait fait dire à Georges Sorel : »Le socialisme américain paraît être jusqu'ici quelque chose de bien vague«.

Les réformes subies par l'Ordre en 1878 vont permettre une participation plus active de l'association et de ses travailleurs non qualifiés à la lame de fond sociale qui se développe. Dans un contexte de crise économique avec chômage et grande misère et dans celui d'une grande agitation ouvrière pour les «huit heures», l'ordre fait un travail important de propagande et de gestion. Cela prépare l'essor qu'il va connaître les années suivantes : 50.000 membres en 1883, 100.000 en 1885 et 729.000 en 1886.

La répression des journées tragiques de Chicago, le 4 mai 1886, fut considérable et impressionna fortement l'ensemble du mouvement ouvrier européen. Le 1er mai deviendra une journée internationale de lutte et de revendications. Les Chevaliers du Travail furent, à cette occasion, voués à l'exécration générale. D'autre part, les travailleurs avaient surtout besoin d'une organisation syndicale qui concentrait ses efforts sur l'amélioration des salaires et la diminution de la journée de travail.

La décadence de l'Ordre des Chevaliers du Travail s'amorce et va se précipiter. De plus de 700.000 membres en 1886, l'association n'en compte plus que 260.000 en 1888, 100.000 en 1890; 10.000 en 1919 et elle n'est plus mentionnée dans l'American Year Book en 1932.

Ces notes ont été rédigées avec l'aide d'un article de R. Abs «Les Chevaliers du Travail» dans la Pensée et les hommes d'août 1972 et du livre de Maurice Dommanget «La Chevalerie du Travail française 1893-1911 de même « Contribution à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier », Editions Rencontre à Lausanne.

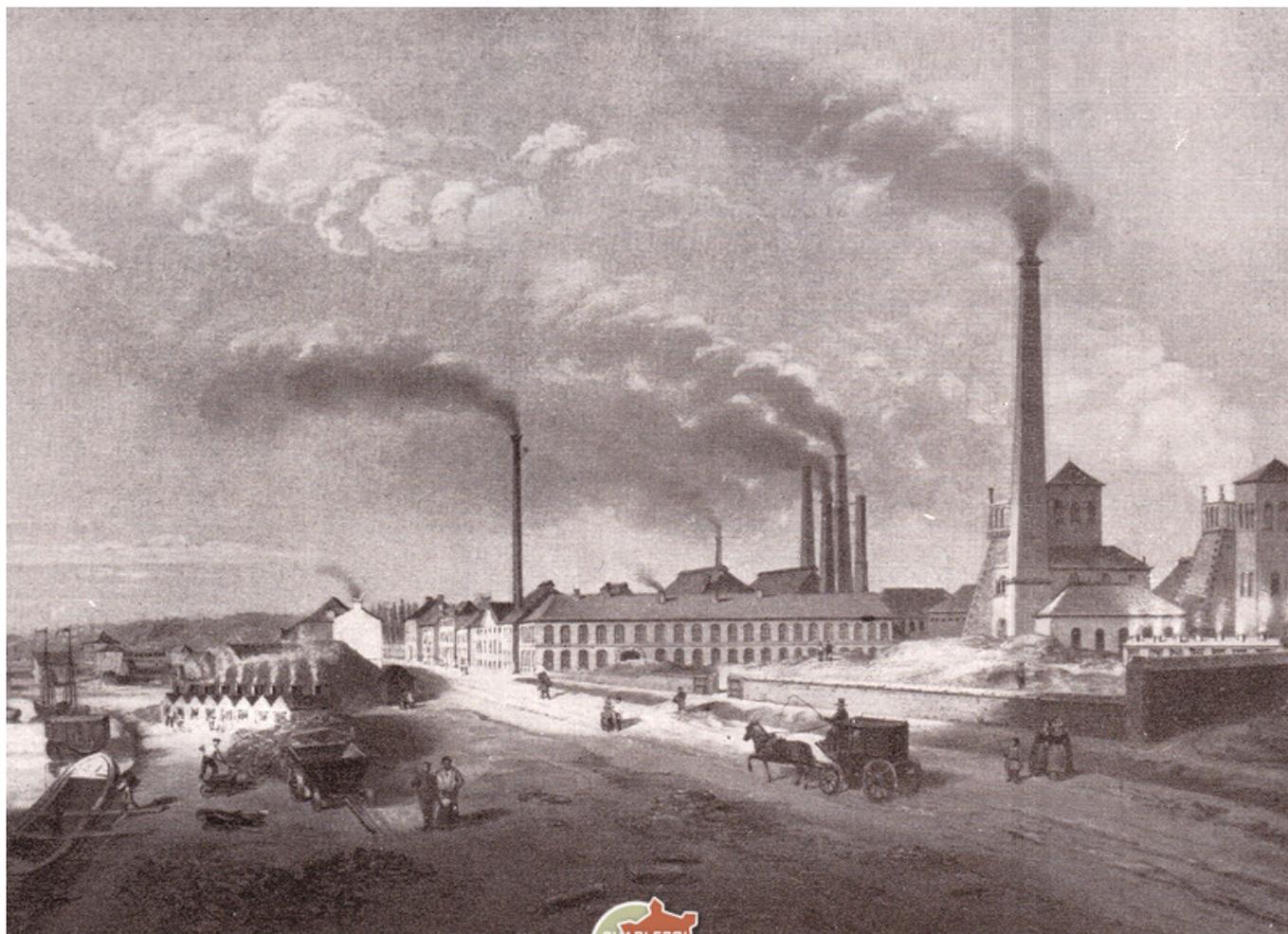
Dr Jacques Lemaître

Contexte socio-économique dans lequel naît la Chevalerie du Travail à Charleroi à la fin du 19ème siècle.

Citons d'abord ce qu'en dit Joël Michel en introduisant son article sur la Chevalerie du Travail à Charleroi (La Chevalerie du Travail - Force ou faiblesse du mouvement ouvrier beige - Revue belge d'histoire contemporaine, 1978, 1-2, p. 1 20.) :

... le foisonnement et la dispersion du mouvement ouvrier belge semble offrir la gamme complète des expériences du socialisme européen, de l'organisation professionnelle la plus sage à la tentation anarchiste; d'où l'image fréquemment employée du «microcosme belge» dont chaque élément reflète et illustre un grand courant européen. La Chevalerie du Travail est un mouvement original plus difficile à classer, car elle a façonné le mouvement ouvrier dans le bassin de Charleroi à un degré et dans des formes dont les autres branches européennes de cette organisation, née aux Etats-Unis, n'offrent aucun équivalent.

Les ouvriers verriers belges du bassin industriel de Charleroi bénéficient en 1884 de la solidarité prolétarienne des ouvriers verriers américains par les



www.facebook.com/charleroidecouverte



www.charleroi-decouverte.be

liens qui existent, depuis 1882, avec l'organisation américaine des Chevaliers du Travail. Ces liens vont finalement se révéler peu consistants et se rompre quasi complètement en 1889.

Par contre la Chevalerie du Travail va connaître à Charleroi un nouveau développement en recrutant essentiellement des ouvriers mineurs et former une organisation qui va se trouver nettement en avance par rapport au mouvement syndical et qui va jalousement préserver son indépendance jusqu'en 1905.

La Belgique qui, dans de nombreux domaines (charbon extrait, production industrielle et exploitation surtout si on analyse ces domaines par rapport au nombre d'habitants) est longtemps le deuxième pays industriel dans le monde, reste par contre le pays le plus conservateur, voire, avant la première guerre mondiale, le plus arriéré au point de vue politique et social.. (Jean Puissant dans les « Cahiers marxistes» de mars-avril 1985, n°131-132, p.22.)

C'est surtout la Wallonie qui connaît un essor industriel impressionnant.

Entre 1850 et 1875, la force motrice utilisée par l'in-

dustrie et les moyens de communication décuplent, la production de houille triple, le réseau ferroviaire passe de 1.000 Km à 3.500 Km ... Au début du XIXème siècle, l'industrie charbonnière occupe moins de 30.000 ouvriers. A la fin du siècle, elle en occupe trois fois plus.

Le progrès technique y est par ailleurs spectaculaire - fonçage à niveau plein, cuvelage en fonte, perforation mécanique à air comprimé, perfectionnements dans l'aérage et le fonctionnement des cages, etc...

Le Pays de Charleroi va être une des premières régions à s'engager dans un processus d'industrialisation dont le charbon, le fer et le verre sont les éléments moteurs. Il connaît une croissance démographique spectaculaire en grande partie due à l'immigration.

La proportion d'analphabètes est élevée: 47,4% contre une moyenne nationale de 42,2%.

A la fin du siècle, Charleroi représente le tiers du potentiel industriel belge avec essentiellement des produits bruts et demi-finis.

Cela représente 1/3 des mines, 4/10 de la sidérurgie, 7/10 de la verrerie, mais aussi la carbochimie, la chimie, la métallurgie et de la construction mécanique.

En 1880, sur un total de 55.195 ouvriers, 34.454 travaillent dans les charbonnages, 6.879 en sidérurgie, 6.514 en verrerie...

Dr Jacques Lemaître

DOSSIER

Descendez dans la rue avec une voix claire contre la guerre (Parti communiste d'Israël)

Environ deux semaines après le début de la guerre, le journal communiste Zo Haderekh s'est entretenu avec le Secrétaire général du Parti communiste israélien (MKI), Adel Amer, sur la nouvelle situation politique créée le 7 octobre.

Traduction Nico Maury



Quelle est votre évaluation de la situation en Israël et au Moyen-Orient ?

La situation est très complexe tant en Israël que dans l'ensemble de la région. Un baril de poudre se trouve non seulement entre Israël et les Palestiniens, mais dans tout le Moyen-Orient. J'espère sincèrement qu'il n'y aura pas d'invasion terrestre de Gaza parce que personne ne peut prédire ses résultats et parce que cela ne fera que compliquer le problème.

L'histoire nous a appris que le recours à la force militaire ne résout pas les problèmes politiques. L'expérience israélienne montre également que, même si l'armée opère de manière intensive depuis 75 ans, le peuple palestinien n'a pas disparu et son désir d'indépendance n'a pas faibli. Il existe une voie que les

gouvernements israéliens n'ont pas essayée jusqu'à présent, c'est celle de reconnaître le droit national du peuple palestinien à l'autodétermination et à avoir son propre État aux côtés de l'État d'Israël.

Quelle est la position du MKI sur la question des personnes enlevées par le Hamas ?



Nous avons toujours demandé que la population civile soit protégée du cycle de violence et des effusions de sang. Ce qui s'est passé dans la bande de Gaza entre dans cette catégorie. Nous condamnons clairement les crimes qui ont porté préjudice aux civils. Nous avons trois principes : la guerre doit cesser immédiatement. Un accord devrait être conclu immédiatement pour échanger des prisonniers et des otages. Le dialogue avec l'OLP doit être encouragé pour la question palestinienne.

Dans la guerre actuelle, Israël a subi de lourdes pertes sous les coups du Hamas. Mais ce qui se passe actuellement à Gaza n'est pas une guerre contre le Hamas, c'est une guerre contre le peuple palestinien. La directive de l'armée israélienne aux habitants du nord de la bande de Gaza de se déplacer vers le sud indique qu'Israël mène des discussions avec le président égyptien sur la question du transfert des Palestiniens de la bande de Gaza vers le Sinaï. Il s'agit d'un transfert plan, d'une Nakba bis.

Ces derniers jours, nous avons assisté à des signes de retour à la raison. Dans la société israélienne, de plus en plus de voix condamnent les crimes commis dans la bande de Gaza. Nous devons encourager ces voix. La voie du MKI et du Hadash est une voie de lutte commune arabo-juive sur la base d'une véritable égalité et de la reconnaissance des droits des deux peuples. C'est la seule façon de parvenir à une solution.

L'incitation croissante des forces fascistes contre la population arabe et contre les forces juives de gauche qui expriment leur opposition à la guerre est très dangereuse. Nous continuerons à protester contre la guerre parce que c'est un acte moral, sensé et juste. Les États-Unis ont des plans régionaux et mondiaux pour traiter avec la Chine et la Russie.

Les États-Unis veulent créer un centre de gravité au Moyen-Orient face à leurs concurrents. Nos nations ne devraient pas payer le prix du sang dans une guerre impérialiste américaine.

Comment les crimes du Hamas affectent-ils la lutte palestinienne ?

La question palestinienne est une question de lutte pour la justice historique. C'est la moralité de la lutte palestinienne. Dès que la moralité est compromise, la justice de la question palestinienne est également compromise. Aucune organisation ni personne n'a le droit de nuire à la lutte palestinienne. Le peuple palestinien recherche l'indépendance et non la destruction de quelqu'un d'autre.

Inspirée d'en haut, une mode d'apposition d'étiquettes se répand : le Hamas est comme Daesh et le peuple palestinien est comme le Hamas. Ce mélange d'identités est destiné à justifier une démarche planifiée pour expulser des populations et organiser une deuxième Nakba. Le peuple palestinien est représenté par l'OLP, qui est reconnu. L'OLP est l'unique représentante du peuple palestinien, elle est le lieu des négociations, puisqu'elle est l'organe qui rassemble l'écrasante majorité des organisations palestiniennes.

La solution à deux États est-elle toujours d'actualité ?

Je suis attentif à ceux qui doutent de la solution à deux États au motif qu'il y a des centaines de milliers de colons en Cisjordanie. À mon avis, l'alternative proposée, celle d'un seul État, est mauvaise, car ce serait un État d'apartheid.

Le peuple juif d'Israël a déjà établi un État indépendant, tandis que le peuple palestinien se voit refuser l'exercice de son droit à avoir un État. La solution de deux États, Israël et la Palestine, bénéficie du soutien international et est possible malgré les énormes obstacles qui se dressent sur le chemin de sa réalisation.

Quel est le rôle de la gauche aujourd'hui ?

La tâche principale à l'heure actuelle est de descendre dans la rue et d'élever une voix claire contre la guerre et pour une solution politique.

Nous menons actuellement des discussions sur cette question avec les instances membres du Bloc anti-occupation. Plus nous descendrons dans la rue, plus nous contribuerons à la campagne pour la paix et l'avenir des deux nations.

Depuis janvier de cette année, des centaines de mil-

liers d'Israéliens sont sortis chaque semaine pour manifester contre le coup d'État et contre la droite fasciste. Ils ont manifesté à une époque où l'écrasement de la démocratie constituait une menace. Le broyage est désormais terminé. La société israélienne est confrontée au fascisme, au bâillonnement et à la persécution politique contre quiconque s'exprime contre la guerre et même contre ceux qui réclament le retour des personnes enlevées.

La persécution contre les travailleurs arabes s'accroît, et près de leurs lieux de travail, on entend même des appels à leur licenciement. Nous avons en notre possession une liste d'employés licenciés des collèges et des hôpitaux ainsi qu'une liste d'étudiants et de personnalités publiques victimes de persécution. Il est temps de protester à nouveau pour la démocratie.

Il est important pour moi de souligner qu'il n'y a pas d'alternative à une lutte commune judéo-arabe basée sur des valeurs partagées, sur l'égalité et le respect mutuels. Il existe déjà des initiatives de lutte commune judéo-arabe à l'ombre de la guerre : la Garde du Partenariat à Jaffa, la Garde du Partenariat à Wadi Aara et le HML conjoint établi à Berhat. De telles initiatives sont essentielles dans la campagne pour la paix, l'égalité et vie commune.

<https://zoha.org.il/124708>

Réfugiés oubliés.



L'un est juif, l'autre est Palestinien

A l'initiative de la municipalité de Montataire (périphérie parisienne) et plus particulièrement de notre camarade Fernand Tuil*, fut créée une association de jumelage entre villes de France et camps de réfugiés palestiniens. Cette association avait pour but principal la reconnaissance du peuple palestinien désireux de vivre libre dans un état reconnu et indépendant.

Déjà, des projets de jumelages se développaient au travers d'échanges de jeunes, de sportifs, d'actions de solidarités dans divers domaines tels que la santé

ou la formation.

C'est ainsi que du 1er au 7 avril 1999, une délégation forte de 39 personnes fut accueillie dans les camps palestiniens afin de jeter les bases de nouvelles opérations de jumelage. L'association comptait vingt-huit municipalités françaises.

Une invitation avait aussi été adressée au PCB qui proposa à Robert Tangre de se joindre à la délégation. C'est ainsi que notre camarade fut reçu dans le camp de Silwad situé près de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne.

Ce petit camp regroupe quelque cinq cents personnes dont un nombre important de jeunes. Les familles palestiniennes se composent généralement d'une dizaine de personnes vivant sur quelques mètres carrés. Le camp, géré par l'U.N.R.W.A.**, se trouve coincé dans le village palestinien du même nom en-serré dans une muraille de béton. Nous sommes à la campagne, dans un paysage rocailleux certes, mais relativement verdoyant. Chacune des familles dispose d'une parcelle de terre au centre de laquelle s'érige une petite construction. Celle-ci s'agrandit au fur et à mesure des possibilités pécuniaires de la famille, possibilités limitées car le chômage touche plus de 70 % de la population.

L'environnement est fortement dégradé. Autour du seul conteneur, remplacé une à deux fois par mois, s'accumulent les déchets. Il ne fait pas encore très chaud en cette période de l'année, pourtant les senteurs y sont déjà très fortes.

Ce coin de terre de Palestine est pourtant un paradis à côté d'autres camps où s'entassent des centaines de milliers de déplacés. Partout, l'accueil des Palestiniens fut chaleureux, peu d'Occidentaux s'occupant d'eux, disent-ils. La mémoire est courte mais surtout sélective.

Qui sont les réfugiés

Ce sont des personnes qui ont été chassées de leurs terres, villages et villes par les Israéliens lors de la guerre de 1948. Sur 8 millions de Palestiniens vivant dans le monde plus de 5 millions sont des réfugiés. Ils ont perdu tous leurs droits. Vivre dans leur pays est interdit.

En 1949, l'UNRWA** est créée par les Nations Unies pour permettre le retour des Palestiniens chez eux.

Cet organisme provisoire existe depuis plus de 50 ans et permet tant bien que mal de fournir la plupart des services publics. Dans le cadre des Accords d'Oslo signés par les Israéliens et les Palestiniens, on devait discuter du sort des réfugiés de 1948, les questions des colonies de Jérusalem, des frontières



et de la gestion des ressources naturelles.

Les Palestiniens demandent la reconnaissance du droit au retour des réfugiés, réaffirmé par l'ONU et exigent réparation des préjudices qui leur ont été causés. Cette reconnaissance est indispensable pour permettre un règlement juste et durable du conflit du Proche-Orient.

En attendant, les camps de réfugiés se répartissent de la façon suivante : 10 en Jordanie, 12 au Liban, 10 en Syrie, 19 en Cisjordanie et 8 à Gaza.

•Fernand Tuil : co-président de l'association de jumelage, Français, Arabe juif avec Ahmed Muhaisen, son ami co-président, Palestinien, musulman.

•UNWRA : L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA - en anglais : United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) est un programme de l'Organisation des Nations unies pour l'aide aux réfugiés palestiniens .

•Gaza : Maurice Magis a représenté la SPWB à Jabbalia, camp situé dans le territoire de Gaza pour signer un accord de jumelage avec la commune belge de Viroinval.

Robert Tangre

Tenter de comprendre le problème palestinien

C'était le six avril, en soirée, je peux enfin m'exprimer autrement que dans mon mauvais anglais. Ali a été invité à nous rejoindre, il me servira de traducteur. Il a vécu 20 ans à la Martinique. A la mode arabe, des matelas sont disposés autour de la pièce, une nappe en plastique étendue au milieu. Un repas appétissant se termine, les plats sont vides.



A gauche, mon hôte Jassin Jad.

Un verre de thé fortement sucré à la main, mes nouveaux amis, Naeem Saad, Ismaeel Sarraj, le Président du camp et Jassin Jad, mon hôte, m'entourent. D'autres nous rejoignent, des jeunes surtout, qui témoigneront de leur désespérance. Vous le comprendrez aisément à la lecture de nos échanges que je retrace ici le plus fidèlement possible.

Parlez de nous. Expliquez nos conditions de vie. Aidez-nous.

Ces demandes furent formulées des dizaines de fois durant ce court séjour. Laissons-leur la parole :
Entretien.

R.T. : L'entrée du camp est marquée par une inscription «50 years». Vous étiez jeunes lorsque vous avez été expulsés de vos maisons. Quels sont vos souvenirs ?

Réponse : Les souvenirs se mélangent, se complètent. Brusquement, des militaires israéliens ont envahi notre maison. Toute la famille est expulsée manu militari, sans avoir le droit de rien emporter. Nous avons marché pendant trois jours sans boire, sans manger. Des cadavres de personnes assassinées gisaient le long de la route. Les militaires nous

ont dépouillé de notre or et de notre argent. Arrivés à Ramallah, nous avons été chaleureusement accueillis et nourris par des familles chrétiennes. Pendant six à sept ans, nous avons vécu dans des tentes. Comme nos familles avaient été dispersées, nous avons dû attendre 1967 pour retrouver nos parents. A ce moment, éclatait la guerre des 6 jours qui nous obligea à un nouvel exode. Par la suite, les gouvernements canadien, italien et français entre autres, nous ont aidés à construire nos maisons en dur, très exiguës pour nos grandes familles puisqu'elles ne mesuraient que trois mètres sur trois.

R.T. : Quelles sont aujourd'hui vos conditions de vie ?

Réponse : Ma maison comporte deux pièces, dit Naeem, dix personnes s'y entassent. Aucune intimité n'existe donc. Au fur et à mesure des années et surtout en fonction des rentrées financières, nous tentons d'agrandir ces constructions. Notre vie est difficile, nous gagnons peu d'argent, à peine de quoi nourrir nos grandes familles.

R.T. : Croyez-vous sincèrement retourner un jour dans votre région natale ?

Réponse : Nous sommes persuadés que nous retournerons chez nous et que nous pourrions reconstruire notre maison. Nous supportons nos difficiles

conditions de vie dans l'espoir de rentrer chez nous. Nous vivons la même vie que les gens du village de Silwad mais nous sommes des étrangers ici, même si nous sommes Palestiniens.



Le mur de Lamentations et la mosquée al-Aqsa

R.T. : Quelles sont les tracasseries auxquelles vous devez faire face ?

Réponse : Nous avons peu de libertés de mouvement. Nous ne pouvons pas rendre visite à nos familles à Gaza ou Jérusalem. Partout, les Israéliens nous arrêtent, contrôlent nos papiers, nous fouillent. Nous pouvons être arrêtés et jetés en prison sans aucun motif. On nous considère comme des terroristes parce que nous fréquentons la mosquée. Souvent et surtout sans raison, les Israéliens coupent l'eau ou l'électricité, parfois pendant plusieurs jours. En jouant sur le prix des marchandises ou en laissant pourrir les produits dans leurs entrepôts, ils entravent notre production agricole. Souvent aussi, dès 6 heures du matin, des barrages sont dressés qui nous empêchent de nous rendre sur notre lieu de travail et, à 9 heures, quand ils sont levés, la journée est finie. Pour aller à Gaza, nous devons posséder des papiers spéciaux qui nous sont de toute manière refusés.

R.T. : Parlez-moi de l'Intifada.

Réponse : Tout le monde y a participé, jeunes, vieux, hommes et femmes. Les Israéliens entraient dans les camps pour capturer nos jeunes et les jeter en prison. Nous avons tenté de les en empêcher en jetant des cailloux. Les militaires ont souvent tiré à balles réelles. Cinquante personnes de notre camp ont été blessées. Nous avons déploré cinq décès. Quarante personnes du village sont toujours emprisonnées, et ce pour encore longtemps - il n'y a pas eu de jugement - simplement pour avoir jeté des pierres sur les militaires. Actuellement, nous exigeons que nos frères soient libérés avant de parler de paix avec les Juifs. Les prisons sont dans le désert et les familles ne peuvent rendre visite aux prisonniers qu'une fois par mois.

R.T. : Quelle est la vie d'un jeune Palestinien ?

Réponse : Nous avons peu de travail : deux ou trois jours par mois. Nous vivons à charge de notre famille.

R.T. : En Israël, des partis et mouvements progressistes luttent pour la défense des droits du peuple palestinien. Avez-vous des contacts avec eux ?

Réponse : Ils sont peu nombreux et n'ont pas d'influence. Avec les Israéliens, nous n'avons que des contacts de travail, de patron à employés.



Rencontre avec des militants israéliens dont Michel Warschawski (pull rouge)

R.T. : Qu'attendez-vous de la déclaration d'indépendance qu'Arafat devrait prononcer le 4 mai ?

Réponse : Elle n'aura pas lieu à cause des élections israéliennes du 17 mai. Si elle ne survient pas rapidement toutefois, l'Intifada reprendra.

C'est aussi la conclusion personnelle que j'ai tirée de ce séjour. La guerre des pierres reprendra. Elle n'a pas cessé totalement. Des heurts réguliers opposent jeunes Palestiniens et militaires israéliens. Il y a trois mois, deux jeunes dont un de Silwad, ont trouvé la mort lors d'un de ces affrontements. Balles de caoutchouc ? Sûrement pas !

Robert Tangre

13 novembre 2023

La situation en ce jour est bien pire que ce que je ne l'avais craint. Après les tristes événements du 7 février dernier, la colère gagne la Cisjordanie. Devant

les bombardements incessants, les Palestiniens sont solidaires de ceux de Gaza qui s'enfuient et pleurent les milliers de morts civils innocents. La région risque de se soulever à son tour. Depuis mon séjour en Palestine, la situation ne cesse de se dégrader surtout depuis les gouvernements de Sharon et Netanyahou. Les colons viennent s'installer d'autorité dans leur région. Ceux-ci construisent bien souvent sur le sommet des collines auxquels ils accèdent par des routes que ne peuvent emprunter les Palestiniens et les colonies sont protégées par l'armée israélienne. Ces occupants sont souvent très religieux et font appel à leur histoire biblique pour justifier leur présence. Ils sont armés par l'Etat et font souvent partie de mouvements d'extrême droite. Le pire risque de se produire et un nouveau bain de sang pourrait survenir.

Robert Tangre

Palestine, un retour impossible?

On n'en parle plus beaucoup, c'est pourtant l'origine et l'un des symboles les plus importants du problème entre Israël et la Palestine. En 1948, presque 800 000 Palestiniens ont été chassés ou ont fui leur terre. Pour les Palestiniens, c'est la « Nakba », la « catastrophe » en arabe. Aujourd'hui, 5,6 millions de réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent à l'étranger. Ils réclament toujours le droit au retour sur leur terre. Les Israéliens ne veulent pas. Pourquoi ?

Le départ

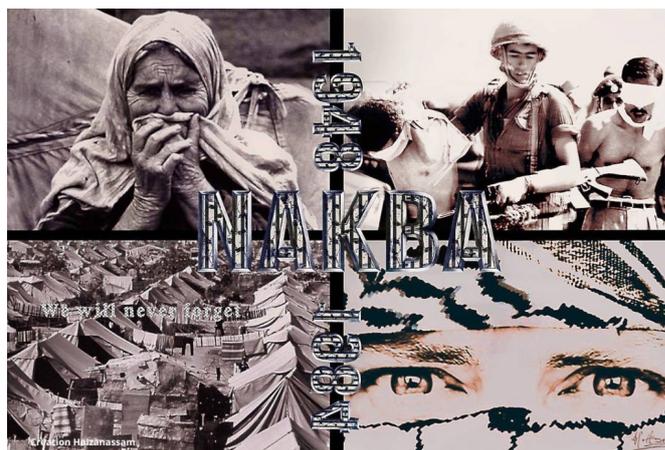
En 1947, les représentants des pays de l'ONU votent la création d'un État arabe de Palestine et d'un État juif de Palestine, Israël. La terre de Palestine est partagée entre juifs et Arabes palestiniens. Mais le partage est inégal. En 1947, il y avait 33% de juifs sur 2 millions d'habitants en Palestine. Ils étaient propriétaires de 8% du territoire. Le partage leur donne plus de la moitié du territoire. Les Arabes palestiniens et les pays arabes voisins ne peuvent pas l'accepter. C'est la guerre. Presque 800 000 Arabes palestiniens fuient ou sont chassés de leur terre. Les Arabes palestiniens appellent cela « la Nakba », « la catastrophe » en arabe. Cette catastrophe, c'est :

- Environ 15 000 Palestiniens tués
- Environ 500 villes et villages rasés et 700 villes et villages passés sous contrôle d'Israël
- Environ 17 000 km² de terres palestiniennes confisquées
- Près de 800 000 Palestiniens chassés de leurs terres

Le droit au retour

Ces réfugiés palestiniens et leurs descendants sont au-

jourd'hui plus de 5,6 millions. Ils vivent à l'étranger. Les Palestiniens veulent le droit au retour sur leurs terres. Les gouvernements israéliens l'ont toujours refusé. Il y a d'abord la menace du nombre. En Israël, il y a un peu plus de 7 millions de juifs sur 9,7 millions d'habitants. Si beaucoup de Palestiniens reviennent, ça peut bouleverser la société. Il y a aussi et peut-être surtout le symbole de la Nakba, de la catastrophe. Elle est inscrite dans l'histoire des Palestiniens, elle est inscrite aussi dans l'histoire d'Israël.



1948, Nakba (la catastrophe en arabe) « We will never forget » (Nous n'oublierons jamais en anglais) Création de Haizanassam, 2015 (deviantart)

Un retour impossible?

Pour les Palestiniens, avoir le droit au retour, c'est avoir le droit d'exister comme peuple et être reconnu officiellement comme peuple. L'ONU reconnaît d'ailleurs ce droit au retour, mais Israël le refuse. Pour les Israéliens, accepter le retour des Palestiniens, c'est reconnaître qu'Israël les a chassés. C'est reconnaître « sa faute ». C'est reconnaître qu'Israël s'est créé en chassant un autre peuple. Pour Israël, reconnaître le droit au retour, c'est d'une certaine manière menacer sa propre existence. Trouvera-t-on un jour une solution à cette situation? La nouvelle guerre à Gaza montre que ce jour est encore loin.

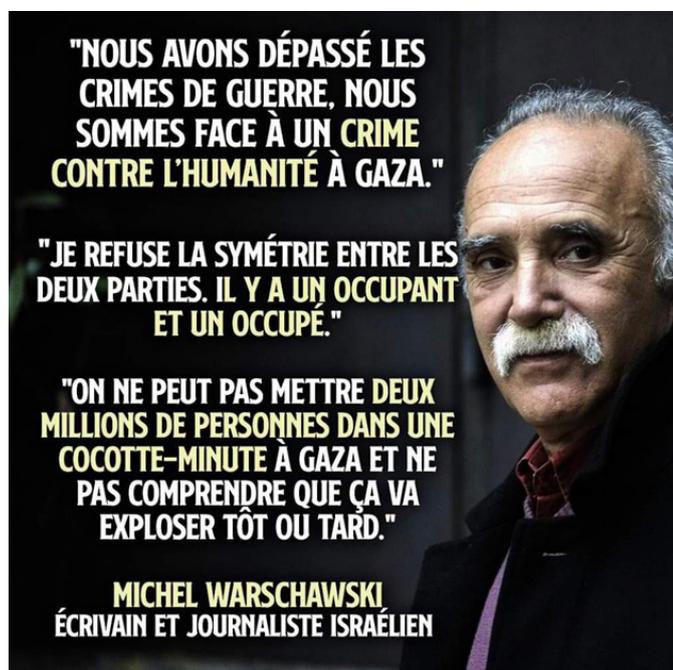
Extrait de L'Essentiel (<https://www.journales-sentiel.be>)

Thierry Verhoeven

Pour appuyer cet écrit, dans mon dernier article, je revivais mon séjour à Silwad en Cisjordanie. Le vieux papa de mon hôte, m'a montré la clé de leur maison qu'il avait emportée lors de leur fuite face à l'agression dont ils furent victimes. C'est donc le symbole de l'espoir au retour, espoir qui sera pourtant vain car leur bien fut démolit et se trouve quelque part sous la piste d'atterrissage de l'aéroport de Tel Aviv.

Robert Tangre

Michel Warschawski : « Israël est divisé entre deux projets de société irréconciliables »



Journaliste, figure de la gauche radicale et du mouvement pacifiste en Israël, auteur de nombreux ouvrages dénonçant l'occupation et de la colonisation de la Palestine, Michel Warschawski signait en 2018 chez Syllepse son dernier livre, intitulé « Israël : chronique d'une catastrophe annoncée... et peut-être évitable ».

Le 7 octobre représente plus grand massacre de juifs depuis la seconde guerre mondiale. Comment vivez-vous ce paradoxe d'un État créé pour permettre aux Juifs menacés dans le monde de trouver refuge, qui s'est ici montré incapable de protéger, d'assurer la sécurité de ses citoyens ?

Il y a une image très pertinente de l'historien juif anglais Isaac Deutscher. Un fugitif est poursuivi par quelqu'un qui le menace avec un couteau. Il rentre dans la première maison venue pour y trouver refuge. Mais au lieu de dire « Excusez-moi, dehors je risque ma vie, il faudrait que je reste chez vous pendant un certain temps », très vite, il se met à repousser les propriétaires de l'entrée vers le séjour, du séjour vers la cuisine, pour finir par les cantonner au débarras. Et à la fin il dit : « Ici, cela a toujours été à moi ».

Ce n'est pas le choix de la demande d'asile, du refuge qui a été fait, mais celui du retour et de l'idéolo-

gie qui se greffe là-dessus. J'espère aujourd'hui que nous saurons nous reprendre, faire le pari du bon sens. Nous avons hérité de nos aïeux l'expérience léguée par des siècles de vie diasporique impliquant un certain bon sens et la faculté d'échapper à des comportements suicidaires.

Des voix en Israël défendent le principe d'un échange des otages détenus à Gaza par le Hamas contre des prisonniers palestiniens. Qu'en pensez-vous ?

J'espère que nous parviendrons à un tel accord. Hélas ces voix sont isolées, alors que la classe politique et une grande partie de l'opinion sont travaillées par l'hubris, et ce n'est vraiment pas bon. Yonatan Ziegen, le fils de la militante pacifiste Vivian Silver disparue depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, répète que la vengeance n'est pas une stratégie. Est-ce audible en Israël aujourd'hui ?

« Israël n'est pas mal dirigé : il n'est plus dirigé. »

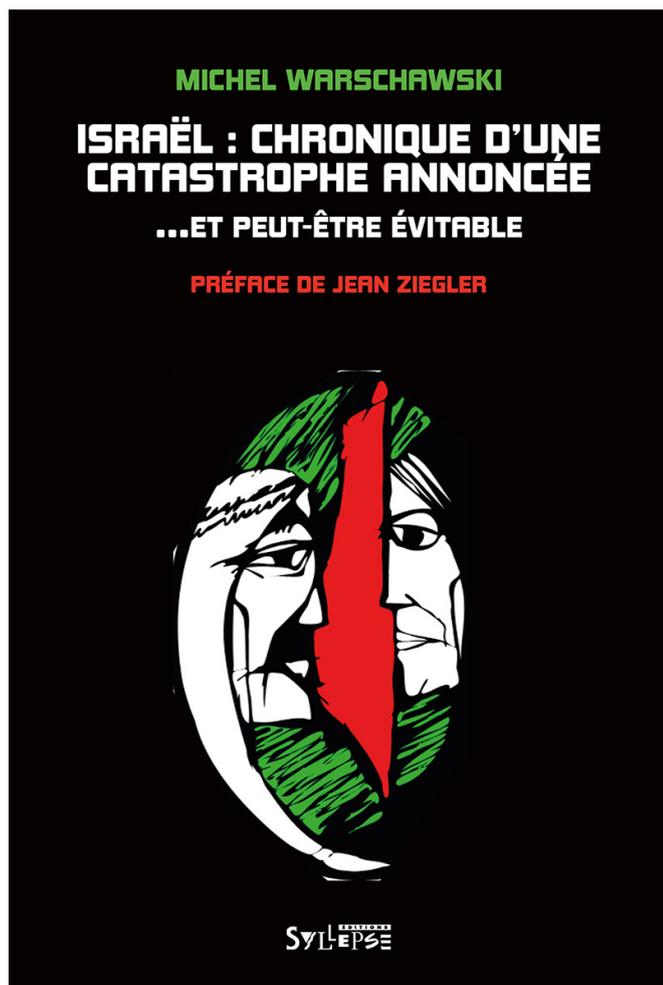
Cela me semble de très bon sens... Mais le pays est à cran. Beaucoup le pensent mais se taisent pour l'instant. Pas seulement par peur de s'exprimer, mais aussi parce qu'il faut se justifier, expliquer que cela ne signifie pas un soutien au Hamas, etc.

De nombreux militants du camp de la paix en Israël disent n'avoir jamais connu une situation aussi catastrophique. Partagez-vous ce sentiment ?

Ceux qui disent cela sont jeunes, ou alors ils ont la mémoire courte. Je persiste à dire que de ce point de vue le pire est derrière nous. Nous avons connu entre 1967 et la guerre du Kippour, une période de consensus national total. Les voix dissidentes étaient ultra-minoritaires, considérées comme folles, et il a fallu attendre 1973 pour que les yeux se dessillent et que les gens disent : « Il y avait du vrai dans ce que vous disiez ». Mais c'est vrai, cela faisait longtemps que nous n'avions pas connu de tels moments d'isolement des voix « de bon sens », même pas des voix radicales.

Aujourd'hui, ces voix de la raison semblent d'abord portées par les familles, les proches des otages, des massacres perpétrés le 7 octobre par le Hamas.

Pour eux, il ne s'agit pas de slogans, c'est du concret, c'est la réalité. Netanyahu est dans le discours, celui de la vengeance. Il n'est pas seul : une partie importante de la société israélienne se rallie à ces postures de va-t-en-guerre, sur l'air de « On gagnera, on les aura », mais ce ne sont pas eux qui paient. Encore que Netanyahu, à mon avis, finira par payer.



Il pourrait payer le prix politique de ces événements atroces, de l'engrenage auquel ils ont conduit ? Où se situe sa responsabilité ?

Sa responsabilité est totale. Il n'a rien vu venir, il n'a pas écouté ceux qui le mettaient en garde ; « Ça va exploser ». Il a toujours été dans l'arrogance, dans un grand aveuglement. Il s'est très mal entouré ; son gouvernement d'extrême droite est constitué de criminels et d'illuminés. Ce pays n'est pas mal dirigé : il n'est plus dirigé.

Avec ce gouvernement, l'extrême droite religieuse, les millénaristes et les colons ont gagné un poids démesuré. Ont-ils désormais le pouvoir en Israël ?

Les colons ont énormément de pouvoir, suffisamment pour orienter la politique du gouvernement. Ceci dit, le pouvoir en Israël est aussi du côté de la high-tech, dont les intérêts ne sont pas ceux des colons. Du point de vue de ce capitalisme moderne, la politique que les colons représentent n'est pas bonne pour les affaires. Il y a une cassure au sein des forces dirigeantes en Israël, qui sont attirées vers des directions politiques différentes.

Est-ce que cela pourrait conduire à des basculements politiques dans un proche avenir ?

Nul ne le sait. Si l'on en croit ce que disent les sondages et les journaux, les intentions de votes pour le Likoud de Benyamin Netanyahu se sont effondrées. Ceci dit, l'opinion publique israélienne est extrêmement volatile ; je me garderais de faire des prédictions.

L'opinion publique israélienne, même politiquement divisée, se rallie majoritairement à la guerre contre Gaza. Comment, dans ces conditions, les voix de la paix, celles qui demandent une issue politique, pourraient-elles se faire entendre ?

Sans même parler des colons, il y a plusieurs Israël. Il y a Tel-Aviv, une ville, une société, une culture qui tourne le dos au conflit, qui regarde vers la mer et se voit comme une bulle européenne, avec un haut niveau de vie. Et puis il y a un autre Israël, celui des villes pauvres comme Sderot, qui trinque durement en ce moment. C'est là qu'on a parqué l'essentiel des immigrés venus d'Afrique du Nord, qui sont plus sensibles au discours nationaliste, qui pensent retrouver là leur dignité perdue – c'est assez banal. C'est un phénomène qui accompagne Israël depuis presque toujours.

Cette société israélienne fracturée serait-elle prête à payer le prix de lourdes pertes de soldats qu'impliquerait une offensive terrestre à Gaza, et, éventuellement, celui d'un embrasement régional ?

Tel-Aviv, clairement, non. La preuve par les habitants de cette ville qui quittent aujourd'hui le pays. Ceux-là voudraient surtout se débarrasser de Netanyahu, c'est clair. Nous avons déjà connu ce phénomène d'une façon limitée en 1967, avec l'émigration de plusieurs milliers de familles aisées qui ont ressenti une grande peur de cette guerre qui allait venir – et qui est venue.

Le ministre de la communication Schlomo Karhi menace de poursuites et de saisie de leurs biens les personnes suspectées par leurs déclarations de « faire le jeu de l'ennemi ». Le député Ofer Cassif a été suspendu de la Knesset en raison de son opposition à la guerre à Gaza. Comment analysez-vous ces nouvelles dérives autoritaires ?

Pour donner un autre exemple, une avocate pales-



tinienne vient d'être exclue du barreau sans aucune procédure, simplement pour avoir publié sur un réseau social un drapeau palestinien.

Cette évolution ne me surprend pas mais elle me fait peur : la détérioration est brutale, très rapide. Il n'y a pas de socle commun de valeurs. La cassure au sein de la société israélienne a toujours été profonde mais là, cela va plus loin. J'ai souvent été interrogé sur les risques d'une guerre civile : j'ai toujours dit que ce n'était pas possible.

Aujourd'hui, j'en suis beaucoup moins sûr. Et ce n'est pas lié à Gaza. Il n'y a pas simplement deux Israël sociologiques. Nous sommes en présence de deux projets de société irréconciliables. Avec à la tête du pays le gouvernement le plus faible que nous ayons jamais eu, et Netanyahu incapable de contrôler des ministres qui pour certains sont des fous furieux.

À ce propos, Itamar Ben Gvir, le ministre de la Sécurité nationale, a pris l'initiative de distribuer près de 15 000 armes à des colons, à des civils des villes mixtes. Recherche-t-il l'embrassement, en Cisjordanie et en Israël même ?

Cela reflète la volonté d'une partie non négligeable de l'opinion publique et de la classe politique de parachever la Nakba : « On n'a pas fini le boulot en 48-49, on peut peut-être le faire maintenant ». Les Palestiniens voient dans ce qui se joue à Gaza une volonté de chasser une partie de la population de ce territoire vers le Sinaï...

C'est un projet dans la tête de certains dirigeants is-

raéliens. Il y a encore un ou deux ans, je vous aurais dit : « Ce sont des rêves de fous », mais aujourd'hui, rien n'est à exclure.

Je vais vous dire quelque chose de très dur mais auquel je crois absolument : si nous devons nous réveiller un matin en découvrant qu'il n'y a plus de Palestiniens, plus d'Arabes, ni à Gaza, ni en Cisjordanie, ni en Israël, sans que nous ayons eu à faire quoi que ce soit de mal, sans que nous ayons eu à nous salir les mains pour cela, le sentiment de la majorité des Israéliens, ce serait le soulagement. Ce n'est pas une volonté, c'est un rêve : c'est pire. Ce n'est même pas un plan, c'est : « Ah, ce serait bien... »

Il y a aussi l'état du mouvement de la paix israélien, qui tirait sa force, réelle, de son caractère juéo-arabe. Nous avons 20 % de la population avec nous. En 2000, ce front s'est cassé, les Arabes ne viennent plus manifester à Tel-Aviv. Les juifs étaient les porte-paroles, les Arabes étaient la masse de ces manifestations. Les Palestiniens d'Israël nous le disent : « Si vous voulez manifester, venez chez nous. Nous, on ne vient plus manifester chez vous. » C'est une lourde défaite.

Pensez-vous que les États-Unis soient prêts à suivre le gouvernement israélien jusqu'au bout, au prix d'une immense catastrophe humanitaire et d'un embrassement régional entraînant une confrontation directe avec l'Iran ?

Je l'ignore. Il faut à mon avis prêter attention à l'évolution dans le bon sens d'une partie de la com-

munauté juive américaine, qui ne s'identifie plus à Israël. À plus long terme, je pense que c'est un gros problème pour Israël. Les États-Unis ne sont plus des alliés inconditionnels. Ils disent : « On vous soutient mais on a notre mot à dire. »

Vous avez signé en 2001 un livre intitulé Israël-Palestine : Le défi binational. Croyez-vous toujours à un tel horizon ?

Il est bon d'éviter un malentendu auquel je suis souvent confronté. Je n'ai jamais parlé de « solution binationale », mais bien d'un défi. Quoi qu'il arrive, quelle que soit l'issue politique – un État, une fédération, deux États, ce que personne ne peut prédire –, il y a deux entités, deux communautés qui vivent ici.

Si on veut une solution pacifiée, il faudra que ces deux entités puissent exister quel que soit le cadre politique. Et il faudra l'égalité, ce qui est le plus difficile, avec comme point de départ une situation d'inégalité totale. Ce principe d'égalité s'impose si l'on veut envisager une véritable coexistence.

Quant à la forme qu'elle prendra... Le Talmud dit : « Depuis la destruction du temple de Jérusalem, la prophétie a été donnée aux enfants et aux simples d'esprit. » Je ne suis plus un enfant, et j'espère ne pas être un simple d'esprit... Donc je me garde de faire des prophéties. Quelle sera la meilleure solution, à long terme, je n'en sais fichtrement rien.

En France, toute manifestation de solidarité avec les Palestiniens est amalgamée à de « l'apologie du terrorisme »...

La France est un pays minable, avec une direction minable. Je ne sais pas quoi dire de plus, c'est vraiment ce que je ressens... J'ai entendu De Villepin avec nostalgie : il fut un temps où la France avait quelque chose à dire au monde. Ce n'est plus le cas.

Benjamin König Rosa Moussaoui

Extrait de L'Humanité du 22 octobre 2023

ACTUALITÉ

Célèbre-t-on en Ukraine, la mémoire du « héros nazi », Stepan Bandera ?

Dans les rangs russes, on présente Stepan Bandera comme un héros national en Ukraine. Ce personnage,

figure nationaliste controversée, incarne en effet pour de nombreux Ukrainiens un symbole de la résistance à la Russie. Bandera a, un temps, considéré le IIIe Reich comme un potentiel allié, avant de s'y opposer.



Dans les médias russes ainsi qu'à travers nombre de messages visant à décrédibiliser les Ukrainiens dans le cadre du conflit actuel, il est souvent fait mention d'un certain Stepan Bandera. Si l'on présente généralement cet homme comme un symbole du nationalisme ukrainien, il fait aussi l'objet de nombreuses critiques et d'accusations graves.

«Chaque année depuis 2006, les Ukrainiens de l'Ouest célèbrent Stepan Bandera, leur héros nazi «massacreur de juifs», peut-on par exemple lire sur les réseaux sociaux. Ce sont «ces Ukrainiens-là, anti-russes, majoritairement nazis, qui nous insultent à la télé et que Macron défend», décrivent certains. De Bandera, on met en avant, côté russe, l'image d'un homme présenté comme «nazi», ou a minima collaborateur du IIIe Reich. Une lecture qui nécessite d'être recontextualisée.

Qui est Bandera ?

Né en 1909, Stepan Bandera a grandi dans une région qui appartient aujourd'hui à l'ouest de l'Ukraine, la Galicie. Il est issu d'une famille imprégnée d'un fort sentiment nationaliste. Son père était membre

du «clergé gréco-catholique, qui représente le vivier d'intellectuels patriotes de la Galicie», explique à L'Express l'historien Iarolsav Lebedynsky, enseignant à l'Inalco.

À 20 ans à peine, Stepan Bandera intègre une organisation qui vient de se constituer, l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Un mouvement «clandestin, radical, violent», dicit Iarolsav Lebedynsky, qui milite pour la «création d'un état indépendant ukrainien». L'OUN est opposé à l'URSS, qui a englobé une grande partie du territoire, mais aussi à la Pologne, son voisin de l'Ouest à la tête de sa région natale de Bandera (la Galicie) suite à la Première Guerre mondiale. Durant toute sa vie, Bandera s'est battu pour défendre le territoire et l'identité ukrainienne, luttant en particulier contre le régime soviétique. Un combat qui s'est achevé en 1959, le militant étant assassiné par le KGB.

Un homme aujourd'hui vénéré en Ukraine ?

La figure de Bandera est aujourd'hui très clivante, y compris en Ukraine. Si dans la partie est du pays, on lui reproche toujours ses accointances avec le IIIe Reich durant la guerre de 39-45 (nous y reviendrons), sa popularité est indéniable dans la partie la plus occidentale du pays. Depuis les affrontements de 2014 et le renversement de l'ancien président pro-russe Viktor Ianoukovitch, «Bandera est devenu un symbole de résistance face aux corrompus, au régime soutenu par la Russie», a souligné au Monde diplomatique l'historien Serhiy Iekelchuk. «Il exprime désormais la loyauté envers l'État ukrainien.» On note que des rues et avenues sont renommées depuis plusieurs années à travers l'Ukraine, en hommage à Bandera.

Des portraits de lui sont également brandis lors de manifestations. Chaque 1er janvier, des commémorations sont par exemple organisées pour célébrer l'anniversaire de sa naissance. Ce fut encore le cas début 2022, comme en témoignent des clichés pris par l'Agence France Presse.

Une figure nazie durant la Seconde Guerre mondiale ?

Si, depuis sa création, l'OUN «professe un nationalisme extrême, influencé par les modèles autoritaires fascistoïdes alors populaires dans différents pays d'Europe», note Iarolsav Lebedynsky, Bandera n'est pas considéré comme l'un de ses théoriciens. Il n'est pas non plus militaire, mais prend durant les années 1930 la tête d'une section régionale de l'organisation, qui va diligenter plusieurs dizaines d'assassinats. Sont visés des individus, Ukrainiens ou non, considérés comme des soutiens et/ou collaborateurs actifs de la Pologne ou de la Russie. Arrêté

puis jugé, Stepan Bandera est emprisonné jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.

L'OUN, au début du conflit, se scinde en deux parties. Bandera prend la tête de l'une d'elles, suivi par ceux que l'on qualifie aujourd'hui de banderites. Il estime que l'Allemagne d'Adolf Hitler peut constituer un allié potentiel. Plus qu'une volonté de prêter allégeance au IIIe Reich ou d'adhérer à son idéologie, ce rapprochement constitue surtout l'opportunité de restaurer l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de servir ses desseins d'indépendance. Il en résulte toutefois qu'une forme de collaboration se met en place avec le régime nazi, celle-là même qui continue de faire de Bandera un personnage controversé. «L'OUN a rejoint la police ukrainienne en 1941 et a aidé les Allemands à assassiner des Juifs dans l'ouest de l'Ukraine», a rappelé à la Deutsche Welle l'historien Grzegorz Rossolinski-Liebe.

Le 30 juin 1941 à Lviv, les banderites annoncent la création d'un État ukrainien. Une initiative qui prend de court les Allemands, opposés à ce projet. L'arrestation de Bandera suivra, conduisant à son enfermement dans le camp de Sachsenhausen en janvier 1942. Les deux frères du leader nationaliste sont



quant à eux assassinés à Auschwitz.

Libéré en septembre 1944, Stepan Bandera a poursuivi, après la guerre, son combat contre les Soviétiques, s'exilant en Allemagne. C'est d'ailleurs à Munich qu'il fut assassiné, en 1959, par le KGB.

Une lecture sélective du passé

Aujourd'hui, c'est bien de la figure nationaliste de Stepan Bandera que se réclame une partie des Ukrainiens. L'image d'un farouche résistant à l'envahisseur soviétique est entretenue, au prix parfois d'une édulcoration de l'histoire. Si l'antisémitisme ne figurait pas parmi les fondements idéologiques des banderites, il ne fait aujourd'hui aucun doute que ce mouvement a baigné dans une haine croissante à l'égard des Juifs qui se développait durant la première partie du XXe siècle. De la même manière, si Bandera et ses soutiens se sont opposés à l'Allemagne nazie (lorsqu'ils ont compris que le IIIe Reich ne soutiendrait d'aucune manière une indépendance de l'Ukraine), il est établi que les nationalistes ukrainiens ont accompagné ou diligenté des pogroms au cours de la guerre.

Depuis le déclenchement en 2014 du conflit au Donbass, la figure de Bandera a pris une importance croissante dans les discours nationalistes ukrainiens. Du militant Bandera, n'est souvent conservé dans l'imaginaire collectif que la résistance aux forces russes, sans que ne s'observe aujourd'hui de manière marquante une adhésion à ses idées politiques ou à son fanatisme. Il en résulte une forme de flou, de zone grise qu'exploite à sa guise Moscou dans le cadre du conflit actuel.

Pour Vladimir Poutine et les propagandistes russes, il est en effet aisé de laisser entendre que les Ukrainiens hostiles à l'influence russe soutiennent ce personnage en assumant son passé. Un homme dont le soutien quelques années durant à l'Allemagne hitlérienne fait l'objet d'instrumentalisations afin de dresser le portrait d'une Ukraine toujours plombée par l'influence des «nazis», de la base jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir à Kiev.

Thomas DESZPOT
Extrait de LCI

Allemagne : défaite surprise de l'extrême droite en Allemagne

Donné favori, le parti d'extrême droite AfD a échoué à conquérir la mairie de Nordhausen, en Thuringe. Le scrutin était très suivi car la ville est située à

proximité d'un ancien camp de concentration nazi.

Le résultat en a surpris plus d'un. Après avoir décroché la direction d'une collectivité territoriale fin juin, puis celle d'une mairie début juillet, le parti d'extrême droite « Alternative pour l'Allemagne » (AfD) n'a pas réussi à gagner les élections municipales, à Nordhausen (Thuringe), la première ville de taille moyenne (42.000 habitants) pour laquelle il partait favori.



Lors du scrutin de dimanche, le candidat de l'AfD, Jörg Prophet, a recueilli 45,1 % des suffrages, derrière le maire sortant sans étiquette, Kai Buchmann (54,9 %), qui avait perdu l'investiture du parti social-démocrate, après des accusations de harcèlement moral contre sa première adjointe.

L'annonce des résultats a déclenché une explosion de joie chez les partisans du maire sortant. Lors du premier tour, Jörg Prophet avait remporté 42,1 % des suffrages, loin devant son rival, arrivé deuxième, avec 23,7 % des suffrages.

Les raisons d'un retournement

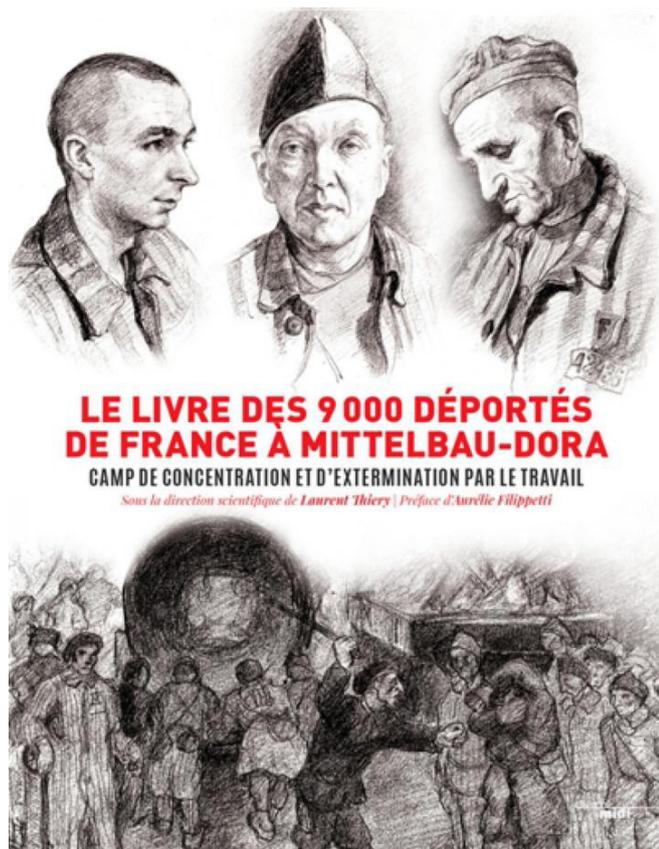
Comment expliquer ce retournement de situation ? A contrario des précédentes élections locales, le scrutin n'a pas donné lieu à un appel de tous les autres partis politiques à voter contre l'AfD. Une approche qui n'avait pas plu aux électeurs.

En revanche, il y a eu une mobilisation de la société civile, notamment des Eglises et des associations, qui ont poussé la population à faire barrage au candidat de l'extrême droite.

Lors de la campagne électorale, le candidat de l'AfD s'était surtout focalisé sur des thèmes locaux, mettant en avant sa volonté de renforcer l'économie locale et de créer davantage de pistes cyclables ou de places de parking.

Le « culte de la culpabilité » allemande

Âgé de 61 ans et ancien entrepreneur, Jörg Prophet était néanmoins connu pour avoir critiqué les efforts de l'Allemagne pour maintenir la mémoire de l'Holocauste et avoir appelé à la fin du « culte de la culpabilité » alle-



mande en la matière.

Outre-Rhin, la fédération AfD de Thuringe est classée comme d'extrême droite par l'Office de protection de la Constitution, tout comme le président du parti au niveau régional, Björn Höcke.

En Allemagne, le scrutin était d'autant plus suivi que l'ancien camp de concentration nazi de Mittelbau-Dora est situé à moins d'une dizaine de kilomètres du centre-ville de Nordhausen.

Durant la Seconde guerre mondiale, 60.000 déportés ont travaillé sur ce site destiné à la fabrication des fusées V2 et au moins un tiers d'entre eux sont morts de froid, de faim et de mauvais traitements en tout genre.

« Le résultat me soulage d'un énorme poids »

« Le résultat de ces élections me soulage d'un énorme poids, car il montre clairement que le révisionnisme historique, une attitude qui minimise les souffrances des victimes des camps de concentration, n'est pas une solution », a déclaré sur la chaîne NTV, Jens-Christian Wagner, le directeur de la Fondation qui administre l'ancien camp nazi.

Si ce revers électoral constitue une surprise pour beaucoup d'observateurs, il ne doit pas masquer le poids croissant de l'AFD sur l'échiquier politique allemand. L'extrême droite est créditée de 22 % d'intentions de vote à

l'échelon national et de 34 % en Thuringe.

« Une dictature de droite avec un leader fort »

Dopées par l'afflux de réfugiés dans le pays, les idées d'extrême droite gagnent du terrain en Allemagne. Selon une étude de la fondation Ebert publiée la semaine dernière, 6,6 % des Allemands sont favorables « à une dictature de droite avec un parti unique fort et un leader fort ».

Un chiffre qui a triplé depuis 2021. Plus frappant, 23 % des 2.000 personnes interrogées dans le cadre de l'étude, sont « en partie » d'accord avec cette idée.

La violence contre les hommes politiques

Le recours à la violence ne suscite pas non plus une opposition systématique. Environ 17 % des Allemands approuvent cette idée « lorsque d'autres s'installent chez nous » et 19 % la jugent « en partie » légitime.

Enfin « 13 % des personnes ne verraient pas d'inconvénient à ce que la violence soit utilisée contre des hommes politiques », indique la fondation proche des socio-démocrates.

Mais c'est l'augmentation des idées d'extrême droite chez les jeunes qui est la plus frappante : « Parmi les 18-34 ans, plus de 12 % ont une vision du monde manifestement d'extrême droite », analysent les trois auteurs de l'étude.

Fin 2022, la justice allemande avait lancé un vaste coup de filet afin de déjouer des projets d'attentats d'une cellule complotiste d'extrême droite. Vingt-cinq personnes, membres des « Citoyens du Reich », avaient été arrêtées.

La semaine dernière, c'était le groupuscule néonazi « Hammerskins Germany » qui avait été interdit par le gouvernement.

Par Emmanuel Grasland
Extrait de « Les Echos ».

L'indéniable influence de l'extrême droite suédoise dans la nouvelle coalition gouvernementale

Un nouvel accord de gouvernement, dévoilé vendredi, réunit les chrétiens-démocrates et les libéraux.



Sans faire partie de la coalition, le parti d'extrême droite Démocrates de Suède se positionne en force politique majeure et impose sa politique migratoire.

Lors des dernières élections générales suédoises du 11 septembre, le bloc de droite dirigé par le leader des Modérés, M. Kristersson, a obtenu une courte majorité (176 sièges) face au bloc de gauche dirigé par la leader sociale-démocrate sortante, Magdalena Andersson (173 sièges). Les Démocrates de Suède (SD), parti d'extrême droite, sont devenus le premier parti du bloc de droite avec 20 %, juste derrière les sociaux-démocrates bien établis (33 %).

Avec ses 19 %, le leader des Modérés a été chargé de la tâche difficile de former un gouvernement qui n'inclut pas directement, dans la mesure du possible, le parti d'extrême droite. Après un mois de négociations, l'accord dit de « Tidö » a été signé et annoncé vendredi (14 octobre). M. Kristersson a alors annoncé que les Modérés, les Chrétiens-démocrates et les Libéraux formeront le prochain gouvernement de la Suède avec le soutien des Démocrates de Suède.

« Il s'agira d'un gouvernement tripartite composé des Modérés, des Chrétiens-démocrates et des Libéraux, travaillant en étroite collaboration avec les Démocrates de Suède », a déclaré M. Kristersson. Il a également ajouté : « Nous sommes ici parce que nous sommes parvenus à un accord qui, selon nous, est bon pour la Suède. Nous avons fait exactement ce que nous avons dit que nous ferions ».

Les Démocrates de Suède sont tenus à l'écart du gouvernement, n'ayant aucun ministère malgré leur poids au sein du parlement suédois, le Riksdag. Le parti fait toutefois passer de larges pans de sa politique migratoire en guise de compensation et il est probable que la nouvelle politique migratoire et d'assimilation de la Suède soit « la politique migratoire du SD formulée de manière juridiquement tenable », selon M. Kristersson.

« Nous aurions aimé voir un gouvernement majoritaire

dans lequel nous aurions été inclus », a déclaré Jimmie Åkesson [SD], mais il a également souligné que son parti a eu un impact important sur le plan politique, en particulier sur la politique pénale et la politique migratoire.

L'« accord de Tidö » propose, entre autres, de réduire drastiquement le nombre de réfugiés soumis à des quotas qui viennent en Suède, d'abolir le système de permis de séjour permanent, de sensibiliser à la possibilité de retour « pour les personnes qui ne se sont pas intégrées », d'imposer des exigences plus strictes pour l'obtention de la citoyenneté suédoise et de réduire le droit au regroupement familial au minimum fixé au niveau européen.

Le gouvernement suédois va également, avec le soutien du SD, étudier comment les zones de transit ont été introduites dans d'autres pays de l'UE et de quelle manière les centres de transit sont rattachés à la Constitution.

« Il ne fait aucun doute que nous sommes en train de tenir la promesse commune d'une politique migratoire beaucoup plus stricte, et il n'y a probablement personne qui ait eu autant de propositions dans ce domaine que le SD », a déclaré M. Kristersson à Aftonbladet.

Charles Szumski traduit par Arthur Riffaud

Législatives en Espagne : « moins de bruit, plus de dialogue », qui est Yolanda Díaz, la communiste qui mène la gauche ?



Yolanda Díaz, ministre du Travail espagnole, a créé son propre mouvement « Sumar », derrière lequel la gauche s'est rangée pour les élections législatives

À l'approche des élections législatives en Espagne dimanche, l'actuelle ministre du Travail, Yolanda Díaz, affiliée au Parti communiste espagnol (PCE), sera la candidate unique de l'union de la gauche

Moins de « bruit », plus de « dialogue » : figure de la gauche radicale espagnole, la ministre du Travail Yolanda Díaz espère redonner des couleurs à son camp lors des législatives de dimanche. Fini, en théorie du moins, les divisions ayant plombé ces derniers mois la gauche de la gauche espagnole, partenaire des socialistes au sein du gouvernement de coalition, et notamment sa principale composante Podemos, fragilisée par sa chute libre aux élections locales du 28 mai.

Candidate unique soutenue par quinze formations

« L'important est que nous nous donnions la main et dialoguions », a exhorté Yolanda Díaz, avocate de 52 ans affiliée au Parti communiste espagnol (PCE). La numéro trois du gouvernement de Pedro Sánchez, qui a créé son propre parti baptisé « Sumar » (« additionner »), a en partie remporté son pari, en engrangeant le soutien de quinze formations, dont Podemos, pour s'afficher en candidate unique de la gauche radicale aux législatives du 23 juillet, pour lesquelles la droite est donnée favorite par les sondages.

Une première victoire pour cette Galicienne, passée en trois ans du statut de quasi inconnue à celui de dirigeante politique affichant la plus forte popularité, selon le dernier baromètre de l'institut public de sondage CIS. Une position que l'intéressée assure accueillir la tête froide, disant ne pas viser « les médailles ».

Ascension politique

C'est sa nomination au ministère du Travail en 2020 qui l'a placée sous les feux des projecteurs, avant que le leader de Podemos, Pablo Iglesias, ne lui confie les rênes de la gauche radicale que 18 mois plus tard, lors de son retrait de la vie politique. Yolanda Díaz peut devenir « la première femme à accéder à la présidence du gouvernement en Espagne », avait alors estimé Pablo Iglesias.

En trois ans seulement, elle s'est de fait imposée dans le paysage politique. C'est elle qui a ainsi arraché, durant la crise sanitaire, un accord crucial sur le chômage partiel. C'est elle, également, qui a obtenu une forte revalorisation du salaire minimum et a fait voter une réforme du marché du travail réduisant la précarité.

Stratégie de compromis

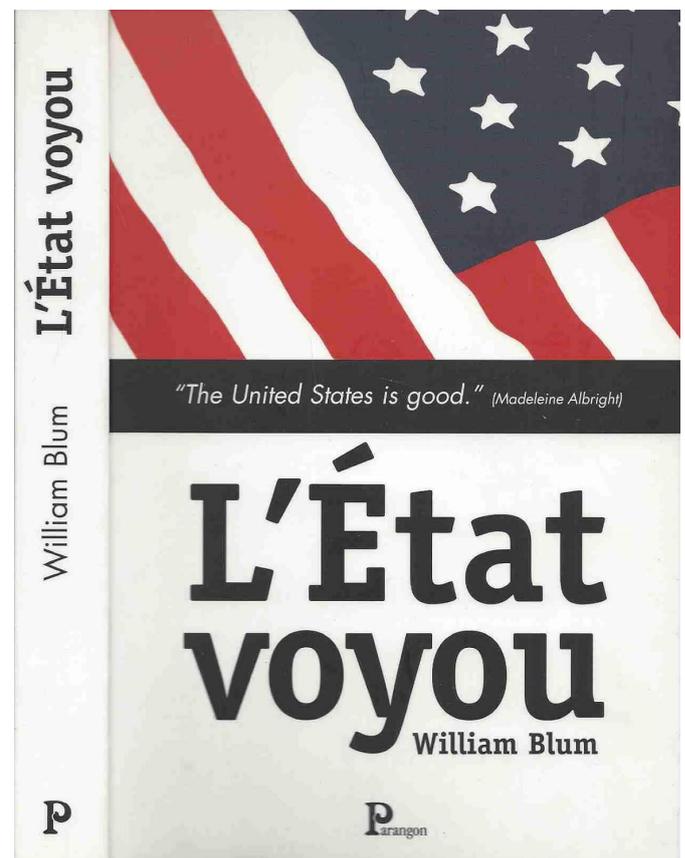
À la différence des dirigeants de Podemos, prompts à attaquer les socialistes, cette mère d'une jeune adolescente a pris soin d'éviter l'affrontement avec le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez. Au coude à coude avec le parti d'extrême droite Vox dans les sondages, elle dit par ailleurs vouloir s'adresser à « la société dans son ensemble », et pas seulement aux militants de gauche. Une stratégie qui n'empêche pas la quinquagénaire - en froid avec plusieurs poids lourds de Podemos depuis son veto à la présence sur ses listes de la ministre de l'Égalité, Irene Montero, compagne de Pablo Iglesias - d'ancrer clairement son programme à gauche.

Les milieux économiques s'inquiètent du coût élevé de son programme - et notamment de sa mesure phare : un revenu universel de 20 000 euros pour tous les jeunes de 18 ans, évalué à 10 milliards d'euros et financé en partie par un nouvel impôt sur la fortune.

Extrait de SudOuest.fr avec AFP

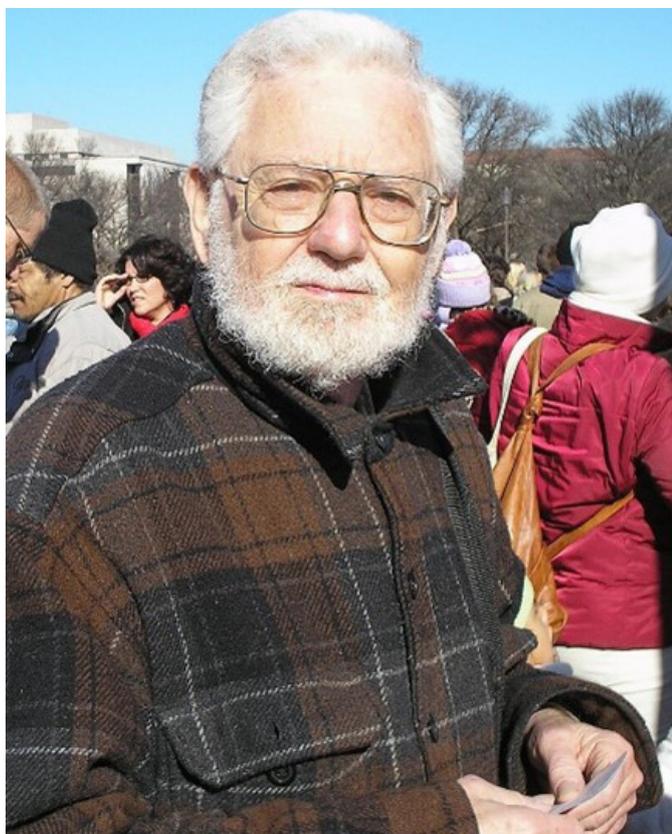
L'État voyou 31 mars 2002

Le livre que les puissants ne veulent pas que vous lisiez ! « Si j'étais président, j'arrêterais en



quelques jours les attaques terroristes contre les États-Unis. Définitivement. D'abord, je présenterais mes excuses à toutes les veuves, aux orphelins, aux personnes torturées, à celles tombées dans la misère, aux millions d'autres victimes de l'impérialisme américain. Ensuite, j'annoncerais aux quatre coins du monde que les interventions américaines dans le monde sont définitivement terminées, et j'informerai Israël qu'il n'est plus le 51e État des États-Unis mais dorénavant - chose curieuse à dire - un pays étranger. Et puis, je réduirais le budget militaire d'au moins 90 %, utilisant le surplus à payer des réparations aux victimes. Ce serait plus que suffisant. Le budget militaire d'une année, soit 330 milliards de dollars, équivaut à plus de 18 000 dollars de l'heure depuis la naissance de Jésus-Christ. Voilà ce que je ferais les trois premiers jours. Le quatrième jour, je serais assassiné. « William BLUM. Ancien fonctionnaire du département d'État, Blum nous rappelle que, s'il n'y a pas de justification au 11 septembre, il y a certainement des raisons. L'État voyou démontre comment, sous couvert de liberté, de démocratie et de droits de l'homme, les États-Unis commettent des actes criminels barbares, et agissent de la façon la plus belliqueuse qui soit.

de William Blum (Auteur)



William Blum, né le 6 mars 1933 et mort le 9 décembre 2018 en Virginie, est un écrivain et journaliste américain, critique de la politique étrangère des États-Unis.

Fils d'immigrants juifs polonais, William Blum grandit à New York dans le quartier de Brooklyn et étudia la comptabilité. D'abord anti-communiste aspirant à devenir officier des services des affaires étrangères, il occupa au milieu des années 1960 un poste lié à l'informatique au Département d'État qu'il quitta en 1967 après avoir, selon lui, perdu ses illusions à la suite de la guerre du Viêt Nam, alors qu'il était auparavant anticommuniste¹.

Il devint un des fondateurs et des rédacteurs de Washington Free Press, premier journal « alternatif » dans la capitale. En 1969, il a écrit et publié un exposé sur la CIA où étaient révélés les noms et adresses de plus de 200 employés de l'Agence. Il a été journaliste indépendant aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud. De 1972 à 1973, il a travaillé comme journaliste au Chili, où il a suivi l'« expérience socialiste » du gouvernement Allende. Au milieu des années 1970, il a travaillé à Londres avec l'ex-agent de la CIA Philip Agee² (qui aurait été agent du KGB) et ses associés « à leur projet de mettre au jour le personnel de la CIA et ses méfaits ». Il gagne sa vie en écrivant et en faisant des conférences sur les campus des universités.

Son travail consacre une attention particulière aux agissements de la CIA (prétendant avoir dénoncé les noms et adresses de plus de deux cents membres de l'agence¹) et aux assassinats organisés. William Blum se considère lui-même comme socialiste et a soutenu les campagnes présidentielles de Ralph Nader.

Mesdames et Messieurs,

Un gros problème technique nous a empêché de diffuser les exemplaires de Nouvelles pour novembre et décembre 2023. Nous nous excusons pour leur parution tardive. Tout sera à jour très prochainement.

Merci pour votre patience!

